

MONDE : le 18 mai, commémoration du soulèvement de Gwangju, doit être reconnu comme la Journée mondiale pour la prévention du militarisme et de l'autoritarisme

Une déclaration commune de la Commission asiatique des droits de l'homme, de la Fondation May 18 (Corée du Sud) et de International Bridges to Justice (IBJ)

Le 18 mai 1980 est un jour très important non seulement pour la Corée mais aussi pour le monde entier. Ce jour-là, un grand soulèvement a eu lieu ; une ville entière s'est soulevée contre le coup d'État militaire en Corée du Sud. Pendant de nombreux jours, les gens se sont unis pour empêcher l'entrée des bataillons armés envoyés pour prendre le contrôle de la ville. Ce fut un rare moment de solidarité.

Après plusieurs jours, les bataillons militaires sont entrés dans la ville pour la prendre par la force, osant verser le sang de leur propre peuple. Mais les habitants de Gwangju et de la province de Jeollanamdo ont choisi de sacrifier leur vie plutôt que de se rendre à l'armée.. Ils ont fait le premier sacrifice afin de réveiller toute la nation et la communauté internationale dans le but de vaincre le militarisme et restaurer la démocratie sur leur terre. Leur souhait a été amplement récompensé et le peuple s'est engagé dans une lutte constante pour vaincre le régime militaire, et ils ont finalement réussi. La Corée du Sud est aujourd'hui une démocratie vivante. Les deux chefs militaires, Chun Doo-hwan et Roh Tae-Woo, ont été jugés et condamnés.

Dans de nombreuses régions du monde, l'autoritarisme et le militarisme sous diverses formes sont passés au premier plan. Même dans les cercles les plus sophistiqués, il existe des arguments qui défendent le militarisme et l'autoritarisme comme étant inévitables pour atteindre la croissance économique. De nombreux gouvernements ont été élus au pouvoir mais, par l'utilisation de nombreux moyens sophistiqués, leur forme réelle de gouvernance s'est transformée en autoritarisme. De nombreuses formes de gouvernance sont apparues qui utilisent l'argument de la nécessité pour défendre l'autoritarisme et le militarisme.

Les défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme doivent se pencher sur cette question de toute urgence. Les institutions publiques chargées de l'administration de la justice peuvent être transformées en instruments d'autoritarisme. C'est d'ailleurs ce qui se passe dans de nombreux pays depuis longtemps. Une résistance adéquate à ce déplacement de la démocratie et de l'État de droit n'est pas encore apparue. Dans ces circonstances, les gens se sentent aliénés, isolés, réprimés et impuissants. Le consentement public fabriqué a déplacé les possibilités de participation réelle. Partout, les gens cherchent des solutions à ces problèmes.

La reconnaissance du soulèvement de Gwangju a des implications mondiales pour le renforcement d'une véritable participation des populations, sans laquelle les efforts pour parvenir à la responsabilité et à la transparence de la gouvernance ne peuvent guère aboutir. Le thème de la bonne gouvernance doit intégrer la résistance au militarisme et à l'autoritarisme.

La reconnaissance du 18 mai comme Journée mondiale pour la prévention du militarisme et de l'autoritarisme sera symbolique de la reconnaissance mondiale de ce défi de développer de véritables institutions publiques au sein desquelles les gens pourraient trouver les moyens de participer aux processus de gouvernance. Nous demandons à tous les défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme de soutenir la déclaration du 18 mai comme Journée universelle pour la prévention du militarisme et de l'autoritarisme.